



Swiss Internet Governance Forum

Swiss IGF 2020

Messages de Berne

28 septembre 2020

Plénum 1 : Environnement et climat 4.0

Le système climatique est un système très chaotique et difficile à comprendre. Aujourd'hui, il est surveillé et modélisé à l'aide d'ordinateurs dont la précision peut atteindre 1 km. Le terme "climat" désigne l'échelle des températures que le pays connaît au cours d'une saison. Lorsque ces températures varient, on parle de changement climatique. Le climat peut être modélisé à l'aide de multiples paramètres, parmi lesquels les températures des océans et les températures au sol, qui intègrent les températures mesurées dans le passé. L'un de ces modèles compare les niveaux de CO₂ avec les prévisions d'augmentation des températures dues aux gaz à effet de serre.

Il existe trois niveaux d'impacts de la numérisation sur l'environnement

1. Conséquence directe sur l'utilisation des dispositifs existants ou nouveaux
2. Amélioration de l'efficacité écologique grâce à l'utilisation des TIC
3. Répercussions de premier et de second ordres sur le comportement social

Jusqu'à maintenant, la numérisation a eu un impact négatif. La consommation d'énergie est associée à la fois à des opportunités et à des risques. Il est important d'utiliser au mieux les avantages de l'efficacité énergétique, de l'économie circulaire, de la suffisance et de la gouvernance des données.

Il ne s'agit donc pas seulement d'une question technique, mais aussi d'un défi sociétal.

La question des mesures et des incitations devrait être discutée au niveau politique. Certaines mesures peuvent être problématiques, car elles pourraient être comprises comme une "réglementation". Et les incitations à réduire la consommation peuvent avoir des conséquences sur l'économie. Quant à la croissance, ou la façon dont l'économie fonctionne avec une dynamique de croissance, elle risque de réduire à néant les mesures d'économie d'énergie, surtout si elle augmente la consommation des appareils. L'électromobilité permet certes de réduire les émissions de carbone, mais elle utilise des ressources en cobalt, ce qui montre que certaines solutions peuvent avoir un impact différent sur les ressources de la planète.

Augmenter l'efficacité ne suffit pas. Des mesures doivent être prises pour réduire les pratiques non respectueuses de l'environnement. Une responsabilité progressive pourrait être introduite dans les secteurs où les autorités devraient lancer un nouveau mouvement qui conduirait à de nouveaux comportements plus respectueux de l'environnement.



Swiss Internet Governance Forum

- Il se pourrait que tous les types d'énergie soient trop bon marché. Une augmentation du prix serait un pas dans la bonne direction. La Suisse introduit une nouvelle taxe sur le CO₂ sur les billets d'avion; ne devrait-elle pas envisager aussi une taxe sur les TIC? La question de savoir s'il convient de taxer les produits à forte consommation d'énergie devrait faire l'objet d'une étude plus approfondie.
- Un partage des ressources et des instruments pourrait permettre une utilisation plus efficace des ressources. Il serait aussi envisageable, par le biais d'incitations, de favoriser la création d'écosystèmes neutres en carbone, par exemple des centres de données neutres qui sont efficaces sur le plan énergétique et utilisent des sources d'énergie renouvelables et vertes.
- L'empreinte carbone pourrait être évaluée en fonction de la source d'énergie utilisée pour alimenter le nuage informatique (cloud).
- Les volumes de données continueront à augmenter. Une possibilité serait de freiner cette croissance.
- Il conviendrait de procéder à une évaluation des classes d'énergie des téléphones mobiles et de l'empreinte environnementale lors de la fabrication d'un téléphone ou de n'importe quel autre appareil.
- L'économie circulaire ne suffit pas à elle seule. La consommation doit être réduite.

Ce sont là quelques-unes des nombreuses pistes à explorer, ainsi que leur conséquence politique et sociétale.

Plénum 2: Qu'en est-il la numérisation? Intérêts, compétences et idées dans les milieux politiques et dans l'administration

La numérisation nous a apporté énormément de choses positives, mais elle présente aussi des zones d'ombre. Cette ambivalence se retrouve dans les positions des acteurs politiques et des partis. La numérisation demeure un sujet encore peu investi et qui a par exemple été peu abordé lors des élections de 2019. La question est donc: qu'en est-il des compétences numériques des acteurs politiques?

Une étude sur les affinités des candidats aux élections fédérales de 2019 avec le numérique a été menée, mais seul un quart d'entre eux a participé. A noter que les candidats des Verts et des Verts libéraux ont été les plus actifs (30% de participation chacun).

Il est également intéressant de noter que les positions des partis ne sont pas clairement affichées, mais apparaissent seulement ponctuellement et à travers des prises de position individuelles. Les partis doivent encore développer l'expertise nécessaire pour que la numérisation devienne une culture politique.

Le manque de connaissances en matière de numérisation constitue un problème fondamental. Le savoir-faire technique devient très vite complexe et tout le monde ne peut pas être expert. Il convient de prendre des mesures en faveur de la formation continue du Parlement. Par ailleurs, il faut clarifier les termes et les principes et rendre le langage accessible aux non-experts.



Swiss Internet Governance Forum

La numérisation doit servir l'intérêt général. Il faut aussi discuter avec la base pour comprendre quels sont les besoins de la société et à quoi ressemblera notre société du futur. L'apport des organisations de la société civile revêt aussi une grande importance.

Nous avons besoin d'une administration courageuse et ouverte à de nouvelles expériences; elle doit se montrer active et ne pas hésiter à prendre des risques, aussi bien au niveau national qu'au niveau cantonal. A cet égard, la Suisse romande est généralement en avance. La numérisation de l'administration publique devrait se faire aussi "bottom-up" que possible, mais aussi "top-down" que nécessaire. Dans une certaine mesure, cela signifie aussi que les idées pourraient venir des citoyens et le financement nécessaire "d'en haut", par exemple à travers un fonds numérique de financement des projets via les cantons et les communes.

Certains pays peuvent servir de modèle, entre autres le Royaume-Uni, l'Estonie, le Danemark ou les Pays-Bas. Toutefois, il faut aussi reconnaître les réalités de la Suisse; les solutions doivent être compatibles avec sa culture et sa structure politique. Avec la démocratie directe, la Suisse dispose d'un grand atout qui devrait être encore renforcé au moyen d'un processus de décision numérique.

Plénium 3: Autodétermination dans l'espace numérique

Avec la concentration croissante des données et le développement technique, certaines valeurs fondamentales ainsi que l'autodétermination de l'individu sont de plus en plus remises en question dans l'espace numérique. Quel degré d'autodétermination les citoyens ont-ils dans cet espace numérique? Perdent-ils de plus en plus le contrôle de leurs données? Qu'en est-il de l'autodétermination numérique et à quoi pourrait ressembler un espace de données autodéterminé?

Le projet d'autodétermination numérique et d'espaces de données fiables présenté explore des pistes pour sortir du compromis actuel entre la protection des droits fondamentaux individuels (p. ex. protection des données) et l'utilisation innovante des données.

L'autodétermination numérique est étroitement liée au concept d'autodétermination informationnelle. Ce dernier confère à l'individu le droit de décider lui-même de l'utilisation de ses données personnelles. Les intervenants se sont demandé dans quelle mesure il était globalement évolutif et applicable dans la réalité, ou si l'accent ne devait pas être mis sur les inconvénients concrets du traitement des données (p. ex. discrimination).

Ils ont aussi discuté de la question de savoir si et dans quelle mesure le droit fondamental à l'autodétermination informationnelle peut et doit être effectif non seulement dans la relation entre l'Etat et le citoyen, mais aussi entre particuliers.

La confiance constitue un élément central, mais il faut souligner le conflit entre la méfiance croissante des individus envers le profilage et le traçage et, en partie, le peu de conscience de la quantité de données personnelles qu'ils divulguent eux-mêmes. Différentes possibilités



Swiss Internet Governance Forum

ont été discutées, notamment le renforcement des espaces de données locaux et régionaux ou la question des labels de qualité.

Workshop 1: Le défis des marchés numériques et des plateformes internet

Il est évident que les plateformes internet jouent un rôle de plus en plus important dans certains secteurs et que, d'un point de vue économique, elles ont considérablement transformé plusieurs marchés. Les avis sont ambivalents quant à savoir si et comment ces plateformes peuvent ou doivent être réglementées. Il y a d'une part la crainte que la réglementation freine l'innovation et la dynamique du marché, et d'autre part des appels à réfléchir sur la manière d'intégrer pour la Suisse et ses stratégies le savoir-faire de la recherche et de la politique internationales.

Workshop 2: Bibliothèques 4.0 – l'innovation au service de la transmission du savoir

Dans notre workshop, les intervenants ont présenté des projets concrets développés par des bibliothèques de toute la Suisse (Bibliothèque nationale, bibliothèque publique, académique) pour répondre aux défis de la transition numérique en termes d'accès à l'information: accès aux eBooks (bibliothèque de l'Université de Genève), centralisation de l'accès à la littérature scientifique (Swiss Library Service Platform), archivage à long terme des sites web à caractère suisse (Webarchiv Schweiz), transmission des compétences informationnelles chez les jeunes (GGG Stadtbibliothek Basel).

Workshop 3: Cybersécurité et cybercriminalité: Défis mondiaux - solutions locales?

Le cryptage est essentiel pour la sécurité; toute tentative de réduire le cryptage ou d'intégrer des moyens détournés crée plus de risques que d'avantages. Le signalement de la cybercriminalité doit être plus aisé (où, comment, quelles preuves sont nécessaires). En outre, les victimes souhaitent être informées de l'évolution de l'enquête. La lutte contre la cybercriminalité est une tâche mondiale et nécessite une large coopération de toutes les entités, dans tous les pays. La cybercriminalité est très peu signalée. Les sociétés de cybersécurité peuvent contribuer à faire la lumière, en particulier sur l'ampleur réelle des nombreux petits cas. L'éducation est essentielle pour la prévention de la cybercriminalité et pour la cybersécurité personnelle et globale. Il faut en tenir compte, notamment en ce qui concerne les 3.5 milliards de nouveaux utilisateurs qui utiliseront l'internet au cours des prochaines années.

Messages de Berne

Les "Messages de Berne" résumant de manière brève, concise et neutre les principaux points des sessions du Swiss IGF 2020. Ils seront présentés au Forum mondial des Nations



Swiss Internet Governance Forum

Unies sur la gouvernance de l'internet (FGI) et au Dialogue européen sur la gouvernance de l'internet (EuroDIG) afin d'alimenter les discussions dans ces forums.

Les messages de Berne 2020 ont été compilés par notre équipe de rapporteurs: Olivier MJ CrépinLeblond, Andrin Eichin et Dominique Keller.